



STOP OGM INFOS

Etude de risques, la novlangue scientifique

Le risque ne peut être estimé que sur la base d'une conséquence connue. Or nous ne connaissons ni le génome des organismes que nous modifions ni les écosystèmes dans lesquels nous les introduisons. Il en résulte une non-connaissance sur la base de laquelle il est impossible de quantifier le risque : c'est l'incertitude. Celle-ci est éclipsée des discours et est remplacée par le mot risque qui offre un semblant de cadre scientifique. Un double langage qui évite de faire appel au principe de précaution.

Les manipulations de langage sont monnaie courante. Les mots sont forts de sens, en substituer un par un autre peut changer radicalement le contexte. Au pays où l'incertitude est reine, parler de risque est un double langage qui permet de placer notre manque de connaissance ainsi que le caractère aléatoire et non maîtrisé d'une technologie dans un cadre scientifique de prétendue connaissance. Voyons cela plus dans le détail.

Qu'est ce que le risque ? Dans le milieu scientifique, il est défini comme la probabilité qu'un événement advienne, multiplié par son effet (= sa conséquence). Par exemple, un événement se passant régulièrement avec un effet mineur présentera peu de risque. En définitive, pour pouvoir quantifier le risque il est impératif de savoir à quelle fréquence un certain événement à lieu et quelle en sera sa conséquence. Le risque sous-entend donc une conséquence connue. Cependant, pour

déterminer la conséquence d'une introduction d'OGM, ne convient-il pas de connaître l'OGM et le milieu dans lequel nous l'introduisons ? Est-ce vraiment le cas ?

Evidemment que non. Premièrement, nous n'avons aucune idée de la fonction de la majorité de l'ADN des organismes modifiés. De plus, les techniques de transgénèse utilisées pour modifier les organismes insèrent les transgènes aléatoirement dans le génome et entraînent des modifications de l'ADN non désirées et indétectables. Deuxièmement, notre connaissance des écosystèmes dans lesquels nous introduisons des PGM (plantes génétiquement modifiées) est très limitée. Il nous est en effet impossible d'embrasser leurs complexités, c'est-à-dire de connaître tous les organismes qui les composent et toutes les relations qui les unissent. *Suite lire en page 2.*

Allemagne, 8 millions d'euros pour la recherche en biosécurité

De 2008 à 2011 le Ministère Fédéral Allemand de l'Education et de la Recherche va financer à hauteur de 8 millions d'euros vingt-trois projets en biosécurité. L'objectif principal sera le développement de méthodes prévenant la dissémination de plantes GM ; les chercheurs tenteront en particulier de limiter la capacité de dispersion du colza et du maïs transgénique. Un autre objectif sera de continuer la recherche sur l'impact environnemental du maïs Bt.

Etude de risques, la novlangue scientifique, suite

En résumé, la plus grande partie des génomes des organismes que nous modifions ainsi que les écosystèmes dans lesquels nous les introduisons nous sont inconnus. Il en résulte donc une non-connaissance sur la base de laquelle il est impossible de prédire les conséquences certaines d'une introduction d'OGM et de ce fait rend la quantification du risque tout autant impossible puisque, rappelons-le, il sous-entend une conséquence connue.

Malgré les recherches menées sur quelques aspects connus bien précis (sur lesquels il est effectivement possible d'évaluer les risques), l'incertitude demeure sur l'ensemble de la non-connaissance. En d'autres termes, les risques sont incalculables !

L'incertitude est reine...et constamment éclipsée des discours ! Et pour cause, en parler impliquerait

directement le principe de précaution.

Et oui, sur la base de la non-connaissance scientifique le principe de précaution s'impose. Mais dans un style « novlaguesque » le plus pur, nous utilisons précisément le peu de connaissances scientifiques pour le réfuter. En novlangue cher à Orwell cela s'écrirait : L'incertitude c'est le risque. Alice, de l'autre côté du miroir va t'elle se réveiller ?!

Rassurez-vous, tout le monde ne se fait pas berner par ce double langage. Aucune assurance ne veut assurer les «risques» liés à l'introduction d'OGM. Pourquoi? Précisément parce que ce ne sont pas des risques, mais des incertitudes !

Luigi D'Andrea

Suisse, brèves

Les ordonnances sur la dissémination et sur les aliments pour animaux ont été révisées

Le 1er octobre, l'ordonnance révisée sur la dissémination a été mise en vigueur. Elle régit l'utilisation des OGM et des organismes pathogènes dans l'environnement. Cela comprend des disséminations expérimentales, la mise en circulation et le contrôle.

L'ordonnance sur les aliments pour animaux est en vigueur depuis le 1er septembre et contient également des réglementations concernant les OGM. Une nouveauté importante est l'introduction de dispositions concernant la présence de traces d'OGM pas (encore) autorisées en Suisse. De nombreux produits contenant des protéines, tels que les produits à base de soja ou de maïs, proviennent de pays producteurs d'OGM ; il est ainsi possible de retrouver, à l'aide de méthodes de dépistage ultra-sensibles, des traces d'OGM dans des produits déclarés non OGM. Jusqu'à présent, la tolérance pour des traces d'OGM non autorisés en Suisse ou en Europe était zéro. Depuis peu, la présence de moins de 0.5% est tolérée dans certaines conditions pour des OGM autorisés aux Etats-Unis et au Canada. Cette réglementation va permettre l'entrée en Suisse de toute la marchandise qui était refusée car présentait des traces d'OGM. Dans l'UE règne toujours la tolérance zéro, due au blocage des discussions politiques.

PNR59, Récolte du blé transgénique à Reckenholz

Le blé transgénique semé au mois de mars sur le site expérimental de Reckenholz près de Zürich, a été récolté début août. Une partie des grains sera analysée en laboratoire, l'autre partie sera ressemée sur le même site l'année prochaine. Les essais en plein champ effectués dans le cadre du PNR59 «Utilité et risques de la dissémination des plantes génétiquement modifiées» sont effectués sur une période de trois ans. Pendant les quatre mois d'essais, les chercheurs ont collecté des données sur la résistance des plantes OGM au mildiou. A cause de la destruction du site expérimental à la mi-juin, de nombreuses recherches concernant l'interaction des plantes avec l'environnement et la biosécurité n'ont pas pu être effectuées comme prévu.

PNR59, délai prolongé pour l'EPFZ

L'OFEV prolonge le délai accordé à l'EPF de Zürich pour la dissémination expérimentale d'organismes génétiquement modifiés à Pully. La dissémination n'a pas encore pu débuter car elle fait l'objet d'un recours qui est toujours pendant devant le Tribunal administratif fédéral.

OGM : main basse sur l'Afrique

L'Afrique parviendra-t-elle à résister à l'offensive tous azimuts visant à la contraindre à introduire des OGM dans son agriculture ? Monsanto, Syngenta, les représentations américaines sur le continent, USAID, la Banque mondiale mettent en tout cas le paquet pour imposer les semences transgéniques.

Au mois de mai dernier, deux avions en provenance des Etats-Unis ont atterri de nuit sur l'aéroport de Ouagadougou au Burkina Faso, avec, à leur bord, plusieurs tonnes de semences transgéniques Bt produites par la firme Monsanto. But de l'opération : semer en 2008 quelque 15'000 hectares de coton transgénique dans ce pays d'Afrique de l'Ouest devenu la tête de pont de la pénétration des OGM dans la région, après des années d'intenses pressions qui ont abouti à un accord entre Monsanto et les autorités burkinabés.

Cet exemple illustre parfaitement les pressions insensées qui sont exercées quotidiennement sur les dirigeants africains – par les multinationales de l'agro-business, mais également par des institutions comme la Banque mondiale, l'OMC ou encore les Etats-Unis – pour qu'ils acceptent l'introduction d'OGM dans leur agriculture. « Leurs représentants disent à nos dirigeants : vos paysans ne parviennent pas à nourrir les populations, seuls l'agro-business peuvent vous sauver », s'insurge Ibrahim Ouedraogo, responsable régional de la COPAGEN, la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain. « Mais derrière l'agro-business, il y a la volonté d'introduire des semences transgéniques, les agrocarburants, l'expropriation foncière et la privatisation des terres. »

La COPAGEN, appuyée par SWISSAID, est à la pointe de la résistance aux semences transgéniques en Afrique de l'Ouest. L'exemple du

Burkina Faso, qui avait organisé une caravane pour sensibiliser la population aux effets pervers des OGM en février dernier, est très préoccupant pour les nombreuses organisations de la société civile, des associations paysannes, des syndicats, des scientifiques, qui composent cette coalition. « On entend partout dire que les paysans burkinabés veulent des OGM, déplore Sanogo Nikiéma, membre de la COPAGEN au Burkina Faso. Mais c'est normal : les médias d'Etat n'arrêtent pas de répéter que grâce au coton transgénique, leur production sera doublée... ». Selon lui, « on blague les paysans » ; il faut donc relativiser cette soi-disant adhésion.

Le combat est rude, la lutte inégale, mais cela n'empêche pas la résistance de s'intensifier. « Ils n'arrêtent pas de nous dire : le monde évolue, la technologie évolue, nous devons évoluer avec.. » déplore un représentant de la COPAGEN au Bénin, un pays qui, comme la Suisse, a récemment décidé de prolonger son moratoire sur les OGM. Mais les multinationales redoublent d'assaut auprès des autorités, pays par pays, y compris pour influencer en leur faveur les lois sur la biodiversité sur lesquelles les pays d'Afrique de l'Ouest sont en train de plancher. Là aussi, tous les coups sont permis. « Nous avons participé à plusieurs réunions sur la loi sur la biodiversité, explique Sidy Ba de la COPAGEN au Sénégal. On vous fait croire qu'on tient compte de votre avis, mais tout se déroule de manière très opaque... »

Les centres de recherche en Afrique de l'Ouest sont également pris d'assaut par Monsanto, Syngenta ou encore de l'USAID, qui détournent les scientifiques africains de leurs recherches visant à améliorer les semences locales pour les transformer, à coups de dollars, en promoteurs des semences transgéniques. Nombre d'entre eux sont d'ailleurs régulièrement invités aux Etats-Unis, de même que des membres de l'administration ou des gouvernements pour les convaincre du bien-fondé d'introduire des OGM dans leur agriculture.

Cerise sur le gâteau : lorsque des communautés paysannes parviennent à sélectionner des semences locales, à les classer dans des banques de semences, ils doivent encore se prémunir contre les bio-pirates. C'est l'une des préoccupations de Jeanne Zoundjihékpon, représentante de l'organisation GRAIN en Afrique de l'Ouest : « En faisant ces collectes et le recensement de nos semences, nous devons toujours veiller à ne pas favoriser la biopiraterie, met-elle en garde. Il faut que les semences soient sous le contrôle des paysans et non pas au service des multinationales qui les brevètent pour nous les revendre. » Elle répète inlassablement que ce qui est en train de se passer va conduire à la catastrophe dans un environnement où plus de 80% de la population, rurale, dépend des semences paysannes pour vivre, lesquelles trouvent aujourd'hui menacée par la privatisation de cet extraordinaire patrimoine génétique.

Catherine Morand, SWISSAID

Le processus de régression démocratique continue : des réunions secrètes à l'UE pour imposer les OGM

Le 26 octobre 2008, le journal «The Independent*» révèle un scandale au niveau européen. Les dirigeants des 27 pays de l'Union européenne se réunissent en secret pour accélérer les processus d'autorisation des cultures OGM, contrer les opposants et rassurer les populations en faisant intervenir les représentants de l'industrie.

Le processus est global : une régression démocratique qui tend à marginaliser les citoyens des grandes décisions politiques sous le prétexte qu'elles sont compliquées et qu'elles doivent être prises par un collègue d'experts technocrates.

Mais qu'est-ce qu'une décision démocratique ? Nous pourrions la définir comme une décision qui définit le problème et les questions pertinentes au travers de la création de débats publics argumentés. Par opposition, une décision autoritaire propose une solution à priori (souvent avec problème incorporé) avant la définition publique du problème et est justifiée a posteriori. La solution est présentée comme étant unique par un groupe d'experts choisi. Dans le premier cas les conséquences de l'essai incombent au promoteur; dans le second elles incombent au citoyen.

Aujourd'hui, contrairement à ce que l'on pourrait penser, le processus de décision autoritaire est largement majoritaire. Les OGMs n'y échappent pas. Les révélations du journal « The Independent » le confirme. Des réunions secrètes

ont été convoquées par Jose Manuel Barroso, président de la Commission européenne. Au menu, un sujet urgent et hautement stratégique : trouver les moyens d'accélérer la culture des OGM et de persuader les citoyens européens de les accepter.

En Europe, actuellement, les populations y sont majoritairement opposées même dans les pays où sont cultivées des plantes génétiquement modifiées. Ce qui force les gouvernements à bloquer certaines décisions au niveau du Conseil des ministres. Mais la Commission européenne n'est pas tenue de demander leur avis aux gouvernements, ni aux députés européens. Elle n'est pas tenue non plus de s'expliquer devant aucune juridiction. Le but de ces réunions est donc de court-circuiter le Conseil des Ministres afin de contourner le blocage «démocratique». La Commission européenne va donc imposer ses choix, comme elle en a le droit.

Ce genre d'imposition ne poserait-elle pas un arrière-goût de fascisme dilué ? Même en

cherchant attentivement il résulte difficile de trouver quoi que se soit de démocratique.

Les conclusions de ces réunions montrent clairement que les dirigeants des 27 pays de l'UE souhaitent « accélérer le processus d'autorisation en se basant sur des évaluations solides, afin de rassurer l'opinion publique ». Pour ce faire, les géants de l'agro-industrie devront se faire entendre pour contrer les écologistes. Nous pouvons lire sur les documents de ces réunions que «pour s'occuper au mieux de l'opinion publique», il faudrait « un dialogue non passionnel basé sur les normes très élevées de la politique OGM de l'Union européenne ».

Aujourd'hui les arguments de l'industrie biotech sont fortement contestés (diminution de la consommation d'herbicide, augmentation des rendements...). Il faudra donc trouver de nouveaux arguments pour convaincre. Ils seront ... secrètement faux. Chères lectrices, chers lecteurs, restons vigilants.

*Source :

<http://www.independent.co.uk/environment/green-living/europes-secret-plan-to-boost-gm-crop-production-973834.html>

Impressum

StopOGM Comité romand de travail sur le génie génétique

Présidente : Géraldine Savary, Av. de France 21, 1004 Lausanne, tél. 021 625 67 01; Secrétaire : Luigi D'Andrea, rue des Granges 13, 2800 Delémont,

tél. 032 423 07 43, l.dandrea@stopogm.ch ; www.stopogm.ch, CCP 17-460200-1

Mise en page : Luigi D'Andrea; Graphisme : Nicolas Denis, Vevey; Impression : Imprimerie Raymond Pot, Grand-Lancy